



ASSEMBLÉE DES  
GROUPEs DE FEMMES  
D'INTERVENTIONS  
RÉGIONALES

Gatineau, le 12 septembre 2018

**Objet :** Questions pour les chefs de partis et les candidates et candidats aux élections provinciales 2018 en Outaouais.

Mesdames, Messieurs,

Le Comité de coordination de l'Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales (AGIR) a remarqué que depuis le début de la campagne électorale vous avez abordé, discuté et débattu de beaucoup de sujets cependant, les enjeux femmes ont été quasi absents ou bien abordés superficiellement lors de ces échanges.

Nous aimerions vous questionner au nom de nos membres qui sont des Maisons d'hébergement, des Centres de femmes, des organismes de planification et humanisation des naissances, des groupes de soutien, des organismes en emploi et développement économique, des comités femmes des syndicats, et des centre d'études qui rencontrent quotidiennement et ce depuis de longues années toute sorte de problématique sociale.

Ce sont donc les questions de ces organismes qui sont souvent très peu consultés ou écoutés qui rencontrent la détresse humaine, la violence, la pauvreté, les agressions, la prostitution et l'isolement qui sont bien des problèmes de société et non des cas isolés, que nous vous soumettons :

**Pauvreté, violence, prostitution et santé :**

**Les organismes communautaires qui travaillent exclusivement avec les femmes offrent d'excellents services d'interventions, de prévention et autres, cependant ils sont souvent débordés et contraints de refuser des demandes par manque de places et de ressources.**

Allez-vous améliorer le financement des organismes communautaires qui travaillent exclusivement avec les femmes ?

Au cours du mandat, le Parti Québécois augmentera de 200M\$ (récurrents et cumulatifs) le financement à la mission des organismes communautaires autonome de l'ensemble des secteurs. Ce financement sera pluriannuel, plus stable et indexé annuellement pour l'ensemble des organismes communautaires. Une première tranche de 60M\$ (du 200M\$) sera au premier budget d'un gouvernement du Parti Québécois. Évidemment les organismes venant en aide aux femmes auront leur part de cette enveloppe pour continuer leur travail essentiel en intervention et en prévention.



109, rue Wright, bureau 201  
Gatineau (Québec) J8X 2G7  
819 770-0351

[www.agir-outaouais.ca](http://www.agir-outaouais.ca)  
 [/agir.outaouais](https://www.facebook.com/agir.outaouais)

**Bien que le gouvernement ait récemment lancé un plan d'action pour contrer les violences faites aux femmes, il reste encore beaucoup de travail à faire pour contrer ces problématiques. Notre région est d'autant plus touchée par ces problématiques, les données régionales nous le confirment. Actuellement, sur notre grand territoire, nous comptons 7 maisons d'hébergement pour les femmes et les enfants victimes de violence conjugale qui fonctionnent à pleine capacité et avec des listes d'attente.**

Comment comptez-vous soutenir le travail de ces organismes ?

L'étude de l'IRIS nous a malheureusement confirmé qu'il y a un retard dans les investissements du milieu communautaire en Outaouais. Au Parti Québécois nous reconnaissons ce sous-financement et élaborerons une stratégie budgétaire pour effectuer un rattrapage et régler la situation.

**Dans le cadre judiciaire, la lourdeur des procédés du système judiciaire fait en sorte que les femmes, majoritairement victimes, se découragent, abandonnent ou continuent de vivre toutes formes de violences.**

Qu'est-ce que vous comptez faire pour améliorer la confiance des femmes envers le système juridique alors que plusieurs plaintes pour violences sexuelles ne sont jamais reçues par les autorités ?

Nous voulons adopter une politique globale de lutte contre les crimes sexuels prévoyant entre autres une meilleure formation des policiers qui mènent des enquêtes liées à ces crimes et des juges qui entendent des causes de crimes sexuels, ainsi qu'une meilleure collaboration des policiers avec les groupes de défense des victimes.

De plus, nous allons abolir le délai de prescription imposé aux recours civils découlant d'une agression sexuelle et mettre en place un tribunal spécialisé pour les victimes, notamment de violences sexuelles et conjugales, au sein de la Cour du Québec.

Comptez-vous apporter des changements ? Ou tout au moins vous penchez sur cette question ? Si oui, comment ?

Nous souhaitons améliorer la confiance des citoyens et citoyennes envers les institutions du système de justice en renforçant l'accès à la justice par la diminution de ses coûts et des délais, notamment en justice criminelle et pénale. Aussi, en effectuant une réforme globale du droit de la famille, en considérant les recommandations du rapport du Comité consultatif sur le droit de la famille.

**Nous rencontrons quotidiennement des femmes qui vivent dans la grande pauvreté et ne peuvent pas joindre les deux bouts en raison du montant d'aide sociale très faible comparativement au coût de la vie.**

Comptez-vous augmenter l'allocation d'aide sociale ?



109, rue Wright, bureau 201  
Gatineau (Québec) J8X 2G7  
819 770-0351

[www.agir-outaouais.ca](http://www.agir-outaouais.ca)  
 /agir.outaouais

Nous n'avons pas à ce jour cette mesure à notre plateforme électorale. Toutefois, nous sommes résolument engagé à augmenter le salaire minimum à 15\$/h d'ici 2022.

Au parti québécois, nous allons nous assurer qu'aucune mesure gouvernementale n'appauvrisse les gens bénéficiant de l'aide sociale.

Nous avons l'intention de financer les organismes travaillant à la lutte à la pauvreté ainsi que de leur donner une plus grande latitude dans leur action communautaire. Nous devons faire confiance aux experts du milieu et aux intervenants. En augmentant de 200M\$ le financement à la mission des organismes communautaires, au lieu de poursuivre dans la logique du financement par projet, et en donnant ce financement sur une base pluriannuelle de 3 ans on leur permet de faire leur travail.

**Les femmes autochtones vivent des violences dans presque l'indifférence. Elles sont disparues et assassinées en grand nombre. Le gouvernement fédéral procède actuellement à une enquête nationale indépendante sur les violences envers les femmes des Premières Nations, Métis et Inuits.**

Est-ce qu'au provincial, votre parti prévoit-apporter un appui ou une aide de lutter contre la violence faite aux femmes autochtones ?

Dès son élection, un gouvernement du Parti Québécois ratifiera la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et déposera une motion à l'Assemblée nationale pour la mise en œuvre des recommandations de la Commission vérité et réconciliation. Nous voulons construire un nouveau pacte politique de nation à nation avec les Premières nations et seront présents, dans les 100 premiers jours de notre mandat à une rencontre au sommet telle que demandé par le grand chef Ghislain Picard afin de répondre aux attentes des communautés autochtones, notamment, quant aux mesures et aux stratégies à mettre en place pour lutter contre la violence faite aux femmes autochtones.


**Maintenant que les femmes ayant un vécu dans la prostitution ne sont plus criminalisées, un pas de plus serait d'offrir des services concrets et spécifiques pour aider ces femmes à sortir de la prostitution.**

Que prévoyez-vous faire pour aider les femmes à se sortir de la prostitution et mettre fin à l'exploitation sexuelle des femmes ?

Nous avons l'intention de soutenir les organismes communautaires qui interviennent dans le milieu de la prostitution. Nous avons envie d'être partenaire avec les experts en la matière : soit les intervenantes et les femmes ayant vécu dans la prostitution. Nous souhaitons aussi miser sur la prévention et de l'éducation. Nous avons l'intention de ramener les cours d'éducation sexuelle et de traiter des thèmes du consentement, de l'estime de soi et des enjeux autour de la prostitution et de l'exploitation sexuelle. Il ne faut pas seulement amener les femmes à apprendre à se respecter soi-même et dénoncer les violences et les abus, il faut aussi apprendre aux hommes à respecter le consentement et comprendre les conséquences de la



109, rue Wright, bureau 201  
Gatineau (Québec) J8X 2G7  
819 770-0351

[www.agir-ouataouais.ca](http://www.agir-ouataouais.ca)  
 /agir.ouataouais

prostitution sur l'ensemble de notre société.

Vous n'êtes pas sans savoir que les femmes sont victimes de pauvreté la plupart du temps lorsqu'elles divorcent ou quittent un conjoint violent. Aussi, les femmes seules vivant de l'aide sociale ont énormément de difficultés à se trouver un logement social tant la liste d'attente est longue.

Allez-vous augmenter la construction de logements sociaux afin de réduire les listes d'attente ? Si oui, à quelle proportion ?

Le Parti Québécois construira un minimum de 3000 nouvelles unités de logement social par année, dont une partie sera réservée aux femmes qui ont une réalité particulière, et s'assurera que les sommes de la stratégie fédérale du logement viennent s'ajouter à celles du Québec, afin d'atteindre 5000 nouvelles unités de logement social par année.

Aussi, nous indexerons les coûts maximaux admissibles, car leur non-révision depuis 2009 fait peser un poids financier de plus en plus lourd sur les porteurs de projet et explique les retards, voire les annulations de projets. De plus, nous reverrons les coûts maximaux admissibles des projets de logement social et bonifierons le financement à l'unité pour les grands logements, afin d'en favoriser l'inclusion dans les projets, et ainsi, mieux desservir les familles plus nombreuses.

Finalement, nous croyons au Parti Québécois que la construction et l'offre de logement abordable est aussi l'affaire du secteur immobilier et de l'entrepreneuriat privé. C'est pourquoi nous allons soutenir et encourager les villes à adopter le plus tôt possible un règlement obligeant les constructeurs immobiliers privés à inclure dans leurs projets domiciliaires d'immeubles à logement un pourcentage minimal de logements abordables tel que le prévoit l'amendement Nadeau adopté lors de la plus récente mise à jour de la Loi sur les Cités et Villes.

### **Santé et bien-être des femmes**

**Les services dans le milieu de la santé, particulièrement en santé mentale, sont longs et la liste d'attente est d'un an.**

Avez-vous un programme prévu pour la santé mentale qui permette de réduire cette liste d'attente ?

Nous souhaitons ramener l'État au service du monde, de tout le monde. Nous voulons implanter, poursuivre et soutenir les programmes « hors murs » aidant les personnes aux prises avec ces problèmes de santé mentale. Nous souhaitons également créer des logements sociaux supervisés répondant spécifiquement aux besoins des personnes avec des problèmes de santé mentale.



109, rue Wright, bureau 201  
Gatineau (Québec) J8X 2G7  
819 770-0351

[www.agir-outaouais.ca](http://www.agir-outaouais.ca)  
 /agir.outaouais

Nous avons également un plan crédible et réaliste pour augmenter l'accès aux soins pour tout le monde, qui sera détaillée à la prochaine question.

**Dans le réseau de la santé et des services sociaux, des récentes réorganisations ont eu un impact sur les femmes : perte d'emplois de qualité, ruptures de services etc.**

Quels sont vos intentions en matière d'accès aux soins de santé et services sociaux en région ?

Comment envisagez-vous maintenir ou augmenter l'offre de service en tenant compte des spécificités des femmes et des hommes afin de s'assurer que les services rendus répondront aux besoins des femmes et des hommes sur l'ensemble du territoire de l'Outaouais?

Au Parti Québécois nous voulons cesser « le tout au médecin » dans le réseau de la santé. Il faut décloisonner les actes médicaux pour permettre à nos 200 000 professionnels de faire les actes pour lesquels ils ont été formés sans devoir travailler sous l'autorité d'un médecin. Cela signifie que les psychologues, les ergothérapeutes, les physiothérapeutes et plusieurs autres pourront poser des actes médicaux, établir des diagnostics et donner des soins sans attendre qu'un médecin signe leur formulaire. En ayant des infirmières praticiennes qui ont l'autorité de donner des soins pour des urgences mineures dans les CLSC ouverts 7 jours sur 7, de 9h à 21h, nous allons améliorer l'accès aux soins tout en désengorgeant les urgences de nos hôpitaux qui pourront traiter les cas complexes avec des médecins. Il est temps de faire confiance à nos professionnels et de les laisser appliquer leurs connaissances apprises pendant de longues années universitaires.

Est-ce que votre parti propose des pistes de solutions innovantes pour améliorer la qualité des services en santé et services sociaux sur l'ensemble du territoire ?

Nous sommes le seul parti qui s'engage fermement à renégocier l'entente de 7 milliards \$ d'augmentation de rémunération donnée aux médecins spécialistes et de rediriger 1 milliard \$ de cette somme pour l'augmentation des heures de soins à domicile. Redonner aux CLSC leur mandat premier de donner des soins, dans nos quartiers, à la population. Les infrastructures existent déjà, il ne manque que de la volonté politique pour démocratiser l'accès aux soins en légiférant pour que tous les professionnels de la santé puissent fournir des soins à la population à la hauteur de leur compétence et de leur talent. Heureusement, au Parti Québécois, nous avons cette volonté politique.

Avez-vous un programme pour remédier au manque de médecin de famille dans la région de l'Outaouais ?

Lors du cours mandat du Parti Québécois en 2012, nous avons fait avancer le projet de faculté de médecine en Outaouais. Malheureusement, depuis 4 ans le projet a stagné. Nous nous engageons à être des partenaires de première ligne afin que cette faculté de



109, rue Wright, bureau 201  
Gatineau (Québec) J8X 2G7  
819 770-0351

[www.agir-outaouais.ca](http://www.agir-outaouais.ca)  
 /agir.outaouais

médecine soit sur pied le plus rapidement possible et que des médecins graduent, pour la première fois dans l'histoire, en Outaouais.

De plus, en libérant les actes médicaux et en donnant un plus de responsabilités aux professionnels de la santé, nos médecins de famille auront plus de temps pour voir des patients.

Finalement, nous allons donner un coup de barre au rattrapage et au développement de programmes postsecondaires en santé, tant au Cégep de l'Outaouais qu'à l'Université du Québec en Outaouais, car il n'y en pas qu'au niveau des médecins de famille qu'il y a pénurie de personnel médical mais également au niveau, par exemple, des ergothérapeutes et des physiothérapeutes et des techniciens médicaux.

## **Autonomie économique des femmes**

### **La pénurie qu'on ne veut pas voir**

La pénurie n'est pas le fruit du hasard. Elle est provoquée par des causes réelles, notamment par des conditions de travail précaires et inacceptables qu'on impose au personnel. Qui accepterait un emploi d'éducatrice en service de garde de treize heures par semaine, qui rend bien difficile le paiement des factures à la fin du mois? Comment peut-on penser attirer ou retenir des secrétaires quand on leur verse un salaire inférieur au secteur privé, à la fonction publique municipale ou fédérale?

Est-il normal que 56 % des travailleuses et des travailleurs du personnel de soutien scolaire dénoncent le fait que leur salaire est insuffisant pour répondre à leurs besoins et à leurs obligations? Dans les établissements, les femmes représentent 80% du personnel de soutien scolaire.

Que va faire votre parti pour contrer la précarité? Pour encourager les postes à temps plein? Pour augmenter les salaires?

Nous croyons, suite à la rencontre de plusieurs personnes dans le domaine de l'éducation et des services sociaux, que nos travailleuses ne veulent pas seulement des augmentations de salaire, mais aussi des conditions de travail décentes. Des postes à temps plein ainsi que des milieux de travail où on ne surcharge pas nos employés.

Dans le domaine de la santé, le Parti Québécois s'engage à alléger le travail des infirmières et des préposées aux bénéficiaires. D'ailleurs, nous sommes le seul parti à avoir budgété, dans notre cadre financier, un fonds d'urgence de 10M\$ pour réduire sans délai les cas problématiques identifiés dans chaque établissement de santé où la charge de travail du personnel infirmier et des préposés met en péril leur santé ou celle des patients, pour ouvrir des postes supplémentaires à charge réduite, et pour éliminer le temps de travail obligatoire. Evidemment, ce fonds d'urgence palliera à la situation le temps que nous élaborions, avec les employés du réseau, des solutions et des budgets permanents pour résorber complètement la situation problématique.



109, rue Wright, bureau 201  
Gatineau (Québec) J8X 2G7  
819 770-0351

[www.agir-outaouais.ca](http://www.agir-outaouais.ca)  
 /agir.outaouais



Pour ce qui est du milieu scolaire, il faut revoir, avec les commissions scolaires, les catégories d'emploi et surtout les horaires de travail. Non, il n'est pas normal que nos travailleurs et travailleuses en éducation soit sujet à autant de précarité à l'emploi. Au Parti Québécois, nous allons adopter une Loi Bouclier en éducation pour protéger les budgets pour les services à l'éducation. Ainsi, les budgets pour les CPE jusqu'à l'université devront obligatoirement suivre l'augmentation du coût de la vie et de l'augmentation des dépenses de fonctionnement. De plus, en instaurant un seuil garanti de services professionnels directs aux élèves qui fréquentent l'école publique nous pourrions nous assurer de prévoir un nombre minimal de postes à temps pleins dans les différents corps d'emploi du système scolaire pour chaque région du Québec. Nous croyons que la combinaison de ces deux mesures agira positivement pour régler une bonne partie des problématiques évoquées par votre question.

### **Vie familiale - travail - études**

L'autonomie financière des femmes a progressée mais il reste encore beaucoup de travail à faire afin d'attendre une réelle égalité économique pour tous. De nombreuses femmes occupent encore des emplois au salaire minimum, c'est souvent elles qui ont la charge et la gestion des responsabilités familiales et certaines d'entre-elles assument également les soins des proches en perte d'autonomie. De plus, la réalité régionale et les différents secteurs d'emploi dans l'industrie minière et forestière font en sorte d'augmenter considérablement les écarts de revenus et aussi la charge domestique et familiale pour les femmes.

Que proposez-vous pour réduire les écarts de revenus entre les femmes et les hommes ?

Nous proposons de déposer une loi sur l'équité salariale.

Qu'est-ce que votre parti propose pour valoriser l'apport des femmes sur le marché du travail, dans les métiers traditionnels et non-traditionnels disponible en région ?

Nous voulons nous attaquer à la discrimination systémique envers les femmes afin que ces dernières puissent avoir accès aux métiers qu'elles souhaitent.

Quelles mesures comptez-vous mettre en place en terme de conciliation travail famille étude ?

Nous voulons voter une loi cadre sur la conciliation travail / famille / étude. Dans cette loi, nous allons entre autres, augmenter le congé de paternité de 5 à 8 semaines. De plus, nous voulons libérer du temps aux familles, par exemple en fournissant les lunches à l'école.

Quelles mesures seriez-vous prêt à mettre en place pour soutenir les proches aidants qui



109, rue Wright, bureau 201  
Gatineau (Québec) J8X 2G7  
819 770-0351

[www.agir-outaouais.ca](http://www.agir-outaouais.ca)  
 /agir.outaouais

sont majoritairement des femmes ?


Nous avons l'intention d'intensifier le soutien aux proches aidants. Leur apport à la société est important puisqu'ils permettent à plus de gens de rester à la maison, l'endroit à prioriser pour chaque personne.

Le Parti Québécois va investir davantage dans les services de répit, de dépannage et de gardiennage, mais aussi simplifier et adapter les règles pour répondre réellement aux besoins de parents ayant des enfants handicapés. Nous allons également mettre un place une politique pour les proches aidants prévoyant notamment 8 heures de répit par semaine.

**Les mères de familles biparentales sont plus susceptibles que les mères seules d'occuper un emploi. Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de travailler à temps partiel.**



109, rue Wright, bureau 201  
Gatineau (Québec) J8X 2G7  
819 770-0351

[www.agir-outaouais.ca](http://www.agir-outaouais.ca)  
 [/agir.outaouais](https://www.facebook.com/agir.outaouais)



**Un nombre croissant de femmes sont travailleuses autonomes. On note une hausse du nombre de femmes occupant plus d'un emploi. Malgré les progrès, les femmes sont davantage concentrées dans les professions à prédominance féminine**

Quelles mesures allez-vous prendre pour assurer une équité et une parité pour les femmes au niveau de l'emploi ?

Comme mentionné plus tôt, nous allons voter une loi sur l'équité salariale et lutter contre la discrimination systémique envers les femmes.

**Les femmes immigrantes :**

**Plusieurs facteurs d'exclusion maintiennent les femmes immigrantes dans une situation socioéconomique défavorable comparativement aux femmes natives du Québec et aux hommes immigrants.**

Quelles mesures spécifiques comptez-vous prendre afin d'améliorer la situation socioéconomique des femmes immigrantes et les amener à contribuer plus activement au développement du Québec ?

Il faut soutenir convenablement les organismes communautaires dont la mission est précisément de favoriser et soutenir l'insertion socioéconomique des femmes immigrantes. Je pense ici notamment à l'Association des femmes immigrantes de l'Outaouais (AFIO) et au Service d'Intégration au Travail de l'Outaouais (SITO). C'est notamment pour soutenir ces organismes que nous allons réinvestir, en 4 ans, 200M\$ récurrent et cumulatif pour le financement à la mission des organismes communautaires dont un premier 60M\$ sera inscrit au premier budget d'un gouvernement du Parti Québécois.

## **Éducation**

Dans les dernières années, nous avons revendiqué le retour des cours d'éducation sexuels dans les programmes scolaires. Bien que des projets pilotes aient vu le jour et que le gouvernement a décidé de remettre en place ces cours, d'autres sujets ont émergé suite à la vague de dénonciation : notion de consentement, sexisme, culture du viol et agressions à caractère sexuelle.

Qu'est-ce que votre parti propose pour aborder ces problématiques dans les milieux : scolaire, travail et dans la société en général et réduire les impacts sur les filles et les femmes ?

Premièrement, le gouvernement libéral sortant a donné une directive ministérielle pour qu'il y ait des « notions d'éducation à la sexualité » qui soient enseignées dans nos écoles. Nous jugeons cette mesure de mascarade. Au Parti Québécois, nous voulons modifier le Programme de formation de l'école québécoise afin que les cours



109, rue Wright, bureau 201  
Gatineau (Québec) J8X 2G7  
819 770-0351

[www.agir-outaouais.ca](http://www.agir-outaouais.ca)  
 [/agir.outaouais](https://www.facebook.com/agir.outaouais)

à la sexualité soient inscrits au programme et qu'il y ait ainsi un nombre d'heures prescrits et que le contenu soit enseigné par des gens proprement formés et qualifiés pour les enseigner, notamment des sexologues, des intervenants sociaux, communautaires ou de la santé publique.

Aussi, nous allons, comme mentionner précédemment créer un tribunal spécialisé pour les victimes, notamment de violences sexuelles et conjugales.

On entend peu parler des luttes féministes menées par le mouvement des femmes, et encore moins de la culture autochtone et de l'apport de ces femmes à notre histoire.

Que comptez-vous faire pour reconnaître davantage l'apport des femmes allochtones et autochtones dans l'histoire de notre province ?

En plus des cours d'éducation sexuelle qui aborderont le féminisme, nous voulons intégrer dans les cours d'histoire la place des femmes au Québec. Bien évidemment, cela va inclure l'apport des femmes autochtones à notre histoire.

### **L'égalité entre les femmes et les hommes et la représentation féminine dans les lieux décisionnels :**

**Tout le monde s'accorde pour constater qu'il y a peu de femmes occupant des postes de haute responsabilité dans les institutions publiques et privées et ainsi que dans le monde politique.**

Comptez-vous changer cet état de fait ? Si oui que comptez-vous faire

Au Parti Québécois nous allons instaurer la parité au conseil des ministres, nous voulons permettre des congés de maternité pour les députés (assez incroyable de voir que cela n'est pas encore un acquis). Mais au-delà de donner plus de place aux femmes élues, il faut travailler en amont pour recruter des femmes dans les formations politiques et favoriser leur participation à la vie politique. Cela passe notamment par un service de garde dans les instances de notre parti. D'ailleurs, nous innovons présentement au Parti Québécois de Hull, en ayant une salle de jeux et un service de garde pour les parents qui viennent nous aider dans notre campagne. Nous avons également l'intention de soutenir les programmes de formation à la démocratie et à la diversité de représentation afin d'accroître leur présence et leur accessibilité.

### **On parle beaucoup d'égalité entre les femmes et les hommes atteinte au Canada**

Qu'en pensez-vous ? Si vous êtes d'accord avec cette affirmation expliquez pourquoi.

Sinon, que renferme votre plateforme électorale pour rendre cette égalité concrète et avoir une réelle égalité de fait ?

Selon moi, l'égalité homme-femme est atteinte sur papier, puisque mentionnée dans les lois. Il s'agit d'une égalité de droits bien plus que d'une égalité de faits. En effet, sur le



109, rue Wright, bureau 201  
Gatineau (Québec) J8X 2G7  
819 770-0351

[www.agir-outaouais.ca](http://www.agir-outaouais.ca)  
 [/agir.outaouais](https://www.facebook.com/agir.outaouais)

terrain de tous les jours on constate aisément que cette égalité homme-femme n'est pas atteinte. Il y a encore des iniquités au niveau salarial, au niveau de la répartition des tâches familiales ainsi qu'au niveau du nombre de femmes victimes d'actes criminels.

L'ensemble des mesures énumérées dans ce questionnaire ont pour but de contribuer à mettre fin à cette iniquité afin que l'équité homme-femme devienne, dans les faits, une réalité.

La liste de questions aurait pu être plus longue et toutes les problématiques vécues par les femmes n'ont pas été abordées. Nous espérons avoir l'occasion de vous rencontrer après votre élection et avoir une place lors des discussions et des décisions concernant l'amélioration des conditions de vie des femmes.

Il nous fera plaisir de vous rencontrer. Toutefois, la campagne tire à sa fin et si nous n'arrivons pas à trouver un moment d'ici le premier octobre soyez assuré que j'irai à votre rencontre et que je prendrai le temps de discuter avec vous des enjeux ainsi que de mon expérience personnelle, et cela, peu importe le résultat du vote.

Un projet de société se doit de tenir compte aussi bien des enjeux économiques, politiques, environnementaux que sociaux pour le bon fonctionnement du pays et le bien être des générations futures.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous porterez à ces questions et nous attendons vos réponses impatiemment.

En vous souhaitant une bonne fin de campagne, veuillez agréer Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.



Josée Poirier Defoy, présidente.

819-770-0351

[Agir.femme@qc.aira.com](mailto:Agir.femme@qc.aira.com)

Pj : Document descriptif d'AGIR.



109, rue Wright, bureau 201  
Gatineau (Québec) J8X 2G7  
819 770-0351

[www.agir-outaouais.ca](http://www.agir-outaouais.ca)  
 [/agir.outaouais](https://www.facebook.com/agir.outaouais)